

# RHIZOME

rhizome: n.m. Tige souterraine vivante, souvent horizontale, émettant chaque année des racines et des tiges aériennes

Numéro 5 (septembre 2018) – paraît irrégulièrement

## Industrie 4.0

Pour la troisième année consécutive, ce que l'on appelle la « quatrième révolution industrielle », ou Industrie 4.0, a trouvé énormément d'espace et d'écho au World Economic Forum de Davos. Une nouvelle poussée technologique du secteur industriel qui, loin de la rhétorique du WEF, des associations sectorielles et du sensationnalisme des politiques et des journalistes, est de fait une réalité à peine émergente, mais qui menace déjà, et dont nous ne pouvons attendre que de futures nuisances technologiques, sociales et environnementales.

Le terme de quatrième révolution industrielle fait référence à la mutation qui se développe depuis une décennie au niveau internatio-

nal, au sein de la production industrielle de biens et services. Une mutation qui touche chaque secteur de production, générée par l'introduction massive de machines basées sur l'intelligence artificielle (IA), interconnectées et reliées au réseau. Le but affiché étant de rendre la production de biens et services totalement automatisée et interconnectée, et d'en améliorer l'efficacité. La technologie digitale est introduite dans chaque dispositif et dans chaque outil, afin qu'ils communiquent entre eux et soient capables d'interagir avec la réalité qui les entoure. Ainsi, à travers l'analyse des données recueillies par les senseurs intégrés aux machines servant à la production, il deviendrait possible pour ces dernières de

se perfectionner de manière complètement autonome (le « machine learning » à la base de l'IA), bouleversant ainsi l'interaction que l'être humain peut avoir avec les instruments de son propre travail. Et, de fait, l'excluant.

Il y a longtemps que la rhétorique entrepreneuriale ne cache plus l'idée selon laquelle les personnes humaines seraient le maillon faible du système productif. Imposer à l'être humain

Suite en page 4



### Éditorial Rhizome 5

## Point de rupture

« Je me place du bon côté pour identifier l'ennemi. » *Kabal, Hostile*

La question « contre qui on lutte » peut sembler simple, mais quand il s'agit de définir nos objectifs, on se rend compte que les réponses sont plus complexes que ce qu'on imaginait au départ. Patrons, multinationales, gouvernements et forces de l'ordre sont clairement nos adversaires, mais qu'en est-il de tous les acteurs ambigus et de tous ceux qui profitent des structures de domination ?

Et quand on se pose la question « avec qui on lutte », cette problématique devient en fait cruciale. Il ne s'agit pas de se distinguer à tout prix ni de décerner des certificats de radicalité, mais plutôt de réaliser que lorsque des composantes engagées dans des luttes partielles défendent les intérêts de leur classe sociale ou autres privilèges au détriment des autres personnes impliquées, on a pu voir à maintes reprises ces luttes se vider de leur sens. Au-delà même des exclusions qu'ils peuvent engendrer, ces intérêts et privilèges donnent prise à tous les phénomènes qui désarment la contestation et l'intègrent au système en place.

On peut s'accorder à lutter toutes et tous contre Monsanto, mais il y aura inévitablement un point de rupture entre celles et ceux qui luttent à la fois contre Monsanto et contre

toutes les formes de domination, et les partis et organisations qui luttent à la fois contre Monsanto et pour un État socialiste ou pour la Green Economy (voir la critique dans Rhizome n°3). Souvent c'est autour des actions directes qui ne peuvent pas être récupérées politiquement que se cristallise cette rupture. Des questions continueront à nous traverser quant à la recherche d'interlocuteur-trice-s avec qui aborder le renversement de ce monde, mais il est clair qu'il n'existera jamais de « sujet révolutionnaire » particulier. La révolte contre les OGM, par exemple, n'a pas à être portée spécifiquement par les gens qui cultivent, car ces technologies font partie d'un ensemble bien plus vaste d'attaques contre notre autonomie qui touchent tous les aspects de nos vies. Nous pouvons trouver des complices partout où existe le désir de liberté.

Il reste que l'autonomie paysanne est la cible spécifique des OGM agricoles, et que la collaboration des entrepreneurs agricoles ayant bien intégré les principes capitalistes comme le productivisme est une clé essentielle pour l'imposition de ces technologies. L'Union Suisse des Paysans présente un parfait exemple : elle se positionne contre les OGM tant que les consommateurs n'en veulent pas et a toujours dit que sa position changerait si elle y voyait

un avantage économique pour ses membres. Cette attitude corporatiste fait qu'on ne peut absolument pas compter sur une telle organisation dans une perspective d'émancipation globale.

Ce numéro de Rhizome vous propose d'approfondir la réflexion sur les enjeux de classe, une réflexion stimulée notamment par une lettre envoyée au journal (voir p. 8-9). Nous en profitons pour dire que nous laissons volontiers de la place pour les contributions externes, sachant que le seul texte qui reflète les opinions de l'ensemble du collectif Rhizome est l'éditorial. Nous sommes très heureux et heureuses de lire les retours que nous recevons et apprécions les échanges, discussions et réflexions collectives, en particulier pour nous permettre de repenser et aiguïser nos interventions.



# DARPA, l'État, et leurs plantes-espions

Qu'est-ce qui lie la DARPA (l'agence du gouvernement états-unien destiné à la recherche des nouvelles technologies à usage militaire), Agroscope (centre de compétences de la Confédération pour la recherche agricole), la Haute École d'Ingénierie et d'Architecture de Fribourg, la Haute École d'Ingénierie et de gestion du canton de Vaud, et une start-up vaudoise spécialisée dans l'analyse de bio-signaux électriques des plantes et des humains ?

DARPA (Defense Advanced Research Projects Agency)<sup>1</sup>, lance un programme en février 2017 : RadioBio<sup>2</sup>, qui vise à modéliser l'échange d'informations sous forme électromagnétique entre des organismes vivants. L'agence du Pentagone lance un appel d'offre auquel répond Vivent SARL<sup>3</sup>, une start-up du canton de Vaud spécialisée dans l'électroceutique<sup>4</sup>, qui oriente sa recherche dans le secteur médical (« Medical Solutions ») et végétal (« Plant Monitoring »). DARPA s'intéresse notamment à ce deuxième pan de leurs recherches, qui consiste à décrypter, interpréter et traduire le « langage des plantes », à travers l'enregistrement et l'analyse des signaux électriques qu'elles échangent, suivant un modèle d'interprétation des données issu du domaine médical.

*« Avant, pour moi, les plantes c'était un truc posé là. Maintenant, je réalise que c'est un être vivant, qui communique. »*

*Carrol Plummer, fondatrice de Vivent, Le Matin, 14 juillet 2016*

*« Nous postulons qu'à l'instar des plantes, les êtres humains produisent des signaux électriques non neuronaux. Si nous arrivons à déceler les modèles de communication des végétaux, nous pourrions donc nous en inspirer pour optimiser nos propres systèmes, comme les smartphones »*

*Carrol Plummer, 24Heures, 26 février 2018*

En décembre 2017, Vivent annonce qu'un contrat est conclu avec DARPA, à hauteur de 550'000 CHF. C'est sa filiale Phytl Signs - "Connecting people to plants" -, spécialisée dans le monitoring des plantes par l'analyse de signaux bioélectriques, qui sera chargée des recherches pour RadioBio, pendant quatre ans. Vivent lance alors une collaboration avec Agroscope, la HEIA-FR (Haute École d'Ingénierie et d'Architecture de Fribourg), et la HEIG-VD (Haute École d'Ingénierie et de gestion du canton de Vaud) à travers l'Institut des Technologies de l'Information et de la Communication (IICT) – à qui Vivent fournit directement ses données pour être analysées.

Après une étude préliminaire menée en commun par Vivent et Agroscope et subventionnée par la CTi (commission pour



la technologie et l'innovation, aujourd'hui « Innosuisse »<sup>5</sup>), cette nouvelle collaboration se fera dans le cadre d'un projet de recherche cofinancé par Vivent et Innosuisse sur l'électrophysiologie des plantes en serre (début en mars 2018 et fin en décembre 2019, budgété à 500'000 CHF). Les recherches seront menées dans les serres d'Agroscope (à savoir que le site de Conthey, en Valais, avait déjà expérimenté sur des tomates sous serre une machine lecteur-de-signaux-électriques surnommée « the world's first wearable for plants » développée par PhytlSigns<sup>6</sup>).

*« Pour Agroscope, ce projet va amener des connaissances précieuses en physiologie des plantes et aussi permettre de relever un défi majeur pour les cultures à haute valeur ajoutée : la gestion en temps réel d'une culture en serre grâce à un monitoring non-destructif. »*

*« PhytlSigns ne cherche pas qu'à mieux faire pousser les tomates. La start-up vise aussi à faire changer notre relation aux plantes. »*

*Le Matin, 14 juillet 2016*

La petite équipe de PhytlSigns, formée de cinq personnes, crée des outils qui servent à la recherche théorique et appliquée sur les plantes, telles que des « biosenseurs » qui captent les signaux bioélectriques des plantes afin notamment de mesurer la réponse des plantes à des modifications de leur environnement ou à des facteurs de stress (lumière, air, chaleur, nutriments, moisissures, maladies, attaques d'insectes et de rongeurs, produits chimiques, etc.). Leur machine se décline sous plusieurs modèles, selon leurs destinataires : chercheurs en laboratoire (notamment de l'université de Lausanne, de Tel Aviv, ou d'Agroscope),

agronomes et producteurices (« professional growers »), enseignant.e.s, ou amateurices de gadgets technologiques (« technology and gadgetry lovers »). Elles sont par exemple testées sur des plants de tomates (l'une des principales cultures sous serre en suisse) et d'aubergines. L'un de leurs objectifs est aussi, selon leurs propres mots, d'« étendre l'internet des objets (internet of things) en y incluant les plantes »...

De manière générale, PhytlSigns contribue, comme elle s'en vante, à « élargir l'adoption de la smart agriculture »<sup>8</sup>. Vivent, déjà soutenue par le fonds de soutien de l'UE pour les PME<sup>9</sup> et dans l'attente de nouveaux financements européens, vise à obtenir 30 % de part du marché des équipements pour la recherche sur les plantes (estimé au total à 100 millions d'euros), ainsi que 5 à 10 % de part du marché des équipements en « smart agriculture » pour les producteurices de plantes sous serres (estimé à environ 1,3 milliards). La start-up prévoit une équipe de 40 employé.es et attend un bénéfice de 30 millions pour 2023<sup>10</sup>.

## Plantes-espions

*« L'armée veut s'inspirer de la manière dont les végétaux communiquent pour optimiser ses systèmes de télécommunications »,*

*Carrol Plummer, Le Matin, 6 décembre 2017*

DARPA lance en novembre 2017 un nouveau programme, « Advanced plant technologies » (APT) ou « Technologies végétales avancées », et un appel d'offre auquel l'entreprise Vivent a, à nouveau, répondu (les résultats du concours n'ont apparemment pas encore été publiés). L'idée de ce programme est de modifier la physiologie des plantes pour les rendre à même de détecter des « menaces » chimiques, biologiques, radiologiques, nucléaires, et les



ondes électromagnétiques, autrement dit de les transformer en collecteurs d'information et en dispositifs de surveillance des générations ultérieures, grâce à des capteurs « robustes » et « autonomes », sensibles à certains stimuli qui pourront transmettre ces signaux à distance<sup>11</sup>.

*« Les plantes peuvent facilement être installées partout, sont largement répandues et n'ont pas besoin d'alimentation externe », initiateurs du programme chez DARPA, Le Matin, 6 décembre 2017*

Perçues comme des « bio-capteurs » (ou des espions... dans les mains des militaires), les plantes pourraient être (re)programmées grâce aux nouvelles techniques de modélisation et d'édition génétique comme le CRISPR/Cas9, afin d'orienter leurs capacités de détection et de communication dans un sens spécifique, utile à l'armée... ou à toute forme de contrôle désirée par les propriétaires des banques de données (états et groupes privés).

Si on résume : un état lance un programme de recherche pour développer sa force militaire. Il fait un appel d'offre international auquel répond une start-up située à un autre coin de la planète, spécialisée dans un domaine spécifique des biotech, et dont le champ d'application va du domaine médical au domaine agronomique en passant par la vente de gadget de loisirs. Des institutions étatiques (écoles, instituts de recherche publics) collaborent à ce programme, à travers d'autres programmes... L'état suisse et l'union européenne subventionnent leurs recherches à travers leurs institutions de soutien à l'innovation.

Celles et ceux qui tirent les bénéfices du contrôle du vivant tissent un réseau qui traverse des domaines qu'on a appris à penser séparément. La conquête militaire, l'agronomie, l'éducation nationale, l'informatique, les loisirs, la santé. L'investissement privé,

l'investissement public. Et les frontières nationales. En identifiant les mailles de ce réseau, cachées derrière un certain anonymat, on trouve des cibles. Derrière l'armée américaine, il y a plein de start-ups comme Vivent. Parce que derrière les grandes multinationales, l'armée, les flics et tous les appareils de la domination, il y a des petites entreprises, des universités, des instituts de recherche publiques. Il y a des individus, du matériel et des infrastructures qui ont des ramifications jusqu'à l'armoire électrique au coin de la rue, dans notre quartier. Avec un peu d'imagination, il y a moyen d'attaquer là où on ne nous attend pas.



<sup>1</sup> L'agence du département de la défense a été créée sous l'impulsion du président Eisenhower, en réaction au Sputnik russe, à la fin des années 50. Anciennement connue sous le nom de l'ARPA, elle a notamment conçu l'Arpanet, qui deviendra l'Internet.

<sup>2</sup> Le programme RadioBio vise à établir si les signaux fonctionnels par voie d'ondes électromagnétique entre cellule biologiques existent, et si oui à déterminer quels mécanismes sont impliqués et quelle information est transférée (<https://www.darpa.mil/news-events/2017-02-07>). Dans la ligne du projet de recherche ToBaSCo, visant à établir

une « Theory of Biological Systems Communications », mené par Vivent, les chercheurs cherchent à modéliser « la demande énergétique et évolutionniste de partage d'information dans les systèmes biologiques ».

<sup>3</sup> [www.vivent.ch](http://www.vivent.ch), et son équipe de recherche Phyt Signs (<http://www.phytysigns.com>)

<sup>4</sup> Étude des signaux électriques (et non pas neuronaux) émis par les humains et les plantes.

<sup>5</sup> Innosuisse - l'agence suisse pour l'encouragement de l'innovation - encourage l'innovation basée sur la science dans les entreprises, en soutenant la collaboration entre recherche et économie (voir <https://www.kmu.admin.ch/kmu/fr/home/actuel/interviews/2018/innosuisse-s-inscrit-dans-la-continuite-de-la-cti.html>)

<sup>6</sup> <https://www.agroscope.admin.ch/agroscope/fr/home/actualite/kurznews/CTI-electrophysiologie.html>; article paru dans Le Matin « Converser avec sa plante verte », 14 juillet 2016.

<sup>7</sup> <https://www.agroscope.admin.ch/agroscope/fr/home/actualite/kurznews/CTI-electrophysiologie.html>

<sup>8</sup> « PhytSigns contribue à une adoption élargie de la smart agriculture répondant à des enjeux de sécurité alimentaire et de durabilité, tout en soutenant également une recherche agricole innovatrice. »

<sup>9</sup> Liste des entreprises recevant un soutien du fond de soutien de l'UE pour les PME (programme « Horizon 2020 funds for SMEs »): <http://cordis.europa.eu/data/cordis-h2020organizations.csv>. Vivent reçoit 50'000 euros pour l'expertise de faisabilité et l'étude de marché nécessaires avant d'obtenir d'autres financements, pour leur projet « Real-time plant monitoring based on bio-electrical signals (stimulating the innovation potential of SMEs for sustainable and competitive agriculture, forestry, agri-food and bio-based sectors) ». Dans le cadre de cette étape estimée à 71'429 euros, Vivent s'engage à produire un rapport qui inclura : « une analyse en profondeur des menaces compétitives, les exigences additionnelles du marché et des scénarios d'intégration, une stratégie de vente/distribution et une stratégie détaillée de mise sur le marché ».

<sup>10</sup> Liste détaillée des projets soutenus par « Horizon 2020 pour PME » : <http://cordis.europa.eu/data/cordis-h2020projects.csv>

<sup>11</sup> Communiqué de la DARPA sur le projet APT: <https://www.darpa.mil/news-events/2017-11-17> Description du programme « APT » sur le site du Federal Business Opportunity: [https://www.fbo.gov/index?s=opportunity&mode=form&id=620a8c69a46dc688d98aa6c1af08449d&tab=core&\\_cview=0](https://www.fbo.gov/index?s=opportunity&mode=form&id=620a8c69a46dc688d98aa6c1af08449d&tab=core&_cview=0)

## Angleterre: les activistes pour la libération animale Sven et Natasha condamné-e-s.

En janvier 2018 deux activistes pour la libération animale, Sven et Natasha, ont été condamné-e-s en Angleterre respectivement à 5 et 2 ans de prison pour leur participation à la campagne anti-vivisectionniste SHAC (Stop Huntingdon Animal Cruelty) qui a duré plus de 14 ans et qui avait pour but la fermeture du laboratoire de vivisection Huntingdon Life Sciences, récemment rebaptisé Envigo.

Selon le système juridique anglais, Sven devra purger au moins 2 ans et demi (la moitié de la peine) en prison, tandis que Natasha a été relâchée en liberté conditionnelle et peine suspendue, ce qui signifie que dans le cas où elle commettrait d'autres délits durant la période prescrite, elle devra aussi purger cette peine.

Sven et Natasha sont les deux dernières personnes contre lesquelles l'État anglais a organisé une action répressive persistante, dans le cadre de sa tentative d'anéantir le mouvement anti-vivisectionniste dans le pays. Dans le passé, divers-es activistes de SHAC ont passé des années en prison avec des peines qui allaient de 1 an et 3 mois jusqu'à 11 ans. Pour certain-e-s de ces activistes, des conditions restrictives (comme le fait de ne plus pouvoir organiser d'évènement ou de manif contre l'exploitation animale) ont été imposées à vie. Sven a été accusé d'avoir participé à des actions directes contre des clients et des entreprises qui financent Huntingdon Life Sciences/Envigo et d'avoir participé activement à la campagne SHAC.

**Pour lui écrire:**

Sven van Hasselt A3021ED  
HMP Winchester  
Romsey Road  
Winchester  
SO22 5DF



Plus d'infos (en anglais et hollandais) sur le site: [www.freesven.org](http://www.freesven.org)

Pour une analyse de la campagne SHAC et de la répression qui l'a touchée (en anglais et italien): <https://shacmadehistory.noblogs.org/>

## Suite: Industrie 4.0 / Page 1

une soumission totale à l'intelligence artificielle, au software installé dans les machines et les dispositifs, constitue, pour le moment, le moyen réalisable de le/la soumettre à une société technologique déshumanisée, que ce soit dans les usines ou – de plus en plus – dans la vie quotidienne. Le synonyme d'Industrie 4.0 est « smart manufacturing », où le préfixe smart, si en vogue à notre époque, indique l'invasion de senseurs, lecteurs et autres stratagèmes pour relever, recueillir, « monitorer » et tracer le plus d'informations possibles sur tout ce qui est présent et interagit dans ce triste et suffocant « écosystème technologique ». En premier lieu nos vies, nos habitudes, notre quotidien.

Cette transformation de la production industrielle est le nouveau stade « naturel » de ce qui a commencé dans les années '70 avec la naissance de l'informatique, de laquelle découle l'automatisation des machines de production. La diffusion et l'application de l'informatique a marqué le début de l'accélération du développement technologique qui, en progressant toujours plus vite, a pu engendrer une mutation de la société comme jamais, probablement, l'histoire de la civilisation humaine n'en a vu. Mais c'est dans cette première quinzaine d'années du 3<sup>e</sup> millénaire que cette « accélération » dans la production de technologies a sans doute fait le pas décisif, produisant des changements qui ont profondément influencé notre quotidien. Pensons combien les « médias sociaux » ont modifié la manière dont la plupart des gens autour de nous découvrent et perçoivent la réalité qui nous entoure. Et même si l'on prend soin de se tenir loin des profils *facebook* et des comptes *twitter*, leur présence est de fait si diffuse qu'elle finit par rendre impossible d'en éviter totalement l'usage. Cela est transposable à d'autres technologies qui sont apparues en ce début de millénaire et se sont rapidement imposées comme paradigme : le smartphone avant tout, et avec lui la constante et invasive connectivité et hyper-communication, qui pour la plupart des personnes est devenue une condition absolument indispensable à leur existence. Et c'est justement le niveau atteint ces dernières années, voire l'omniprésence, de connectivité diffuse par capillarité, qui a posé les bases du développement de cette « quatrième révolution industrielle », dont le pivot est précisément l'interconnexion de la production de biens et services, et de l'accès à ces derniers. Les technologies de la communication, fondamentalement internet et les RFID, ont permis d'outrepasser la frontière entre monde réel et monde virtuel. Leur diffusion capillaire permet maintenant que s'incarne un système productif « cyber-physique » à partir duquel la production industrielle et la société dans son ensemble opèrent une refonte. Ou plus exactement, une mise à jour.

Ce pas en avant de la production industrielle ne peut évidemment que se refléter aussi dans

un de ses secteurs fondamentaux : la production agricole. L'« agriculture de précision » est un terme qui décrit un ensemble de nouvelles technologies informatiques appliquées à l'agriculture, comme l'emploi de la géo-localisation, des relevés et de la navigation satellite, de drones, et de senseurs intégrés aux machines, animaux et cultures pour « monitorer » leur état et leur développement. Bien que les instruments existent depuis 25 ans, c'est seulement grâce à l'hyper-connexion atteinte aujourd'hui que ladite agriculture de précision peut avoir l'ambition de faire partie intégrante des projets de l'Industrie 4.0. En combinant senseurs, satellites et drones, communicant à la fois entre eux et avec le réseau, il devient possible de recueillir de grandes quantités d'informations, jusque-là inimaginables, sur chaque mètre carré de terre cultivée. Informations utilisables pour gérer notamment la distribution d'engrais ou de traitements anti-parasites, l'irrigation, ou pour planifier des interventions sur les cultures, sur les animaux, ou sur le terrain, et cela de manière automatisée. Par exemple, grâce à des images satellites il est possible de savoir où exactement dans un champ il manque de l'azote ou de l'eau. Les informations recueillies par les senseurs sur le développement des cultures, le type de terrain, l'humidité, la topographie, la présence de maladies... pourront être transmises directement de l'ordinateur de l'agriculteur-ice au tracteur qui gèrera en complète autonomie la distribution des produits et l'intervention elle-même.

L'« agriculture 4.0 », bien que seulement à l'aube de son développement, de même que tout le *smart manufacturing*, se présente déjà comme le prochain horizon sur lequel pointent les multinationales et les colosses financiers qui administrent la planète. Ses partisan-es construisent leur discours sur un grand classique de notre époque, l'absurde binôme économique/écologie. Selon eux, grâce à toute cette masse d'informations à propos de chaque animal élevé ou chaque mètre carré cultivé, il serait possible de gouverner les « inputs » (c'est-à-dire les facteurs productifs importés, comme les engrais, pesticides ou antibiotiques) nécessaires à la production agricole, uniquement et exactement où ils servent réellement, en utilisant des dosages minimums, réduisant de cette manière tant les coûts pour l'agriculteur-ice que l'utilisation de pesticides et engrais pour l'environnement. Le tout en augmentant les récoltes et les bénéfices, grâce aussi à la rationalisation de la phase de production.

L'agriculture de précision n'est en réalité, clairement, qu'un discours économique. Ce qui intéresse vraiment ses promoteur-ices c'est la possibilité d'augmenter les parts de monopole sur la production agricole à se répartir, augmentant l'étendue des bénéfices. En fait,

après avoir monopolisé des variétés cultivables et des semences en les rendant contrôlables et rentables, ils ouvrent un nouveau marché à coloniser en appliquant la technologie informatique au secteur agricole : celui des données recueillies par les senseurs disséminés, de leur élaboration, de l'analyse et des solutions, qui pourront être extraites et fournies aux agriculteurs. Inutile de dire que les grandes multinationales de l'agrochimie travaillent depuis longtemps dans ce sens, avec de nouveaux acteurs de la guerre pour le monopole agricole, comme le producteur de machines agricoles John Deere.

L'Industrie 4.0 – et sa déclinaison en agriculture – ne révolutionnera rien du tout. Elle ne fera rien d'autre que renforcer et approfondir les mêmes dynamiques d'aliénation, d'exploitation et de destruction des écosystèmes que les précédentes révolutions industrielles. Nous pouvons seulement nous attendre à une nouvelle expansion des cultures intensives et de la désertification, une plus grande dépendance des agriculteur-ices vis-à-vis de l'industrie agro-chimique et, désormais, également de l'informatique et des multinationales qui gèreront et fourniront les informations des machines « intelligentes ». Une nouvelle contribution au pouvoir de l'ingénierie sur le vivant et les milieux où nous vivons, aux dépens – une fois de plus – de la possibilité d'une vie libre et autodéterminée.





# " PAS D'OGM ", MÊME LES ADDITIFS ?

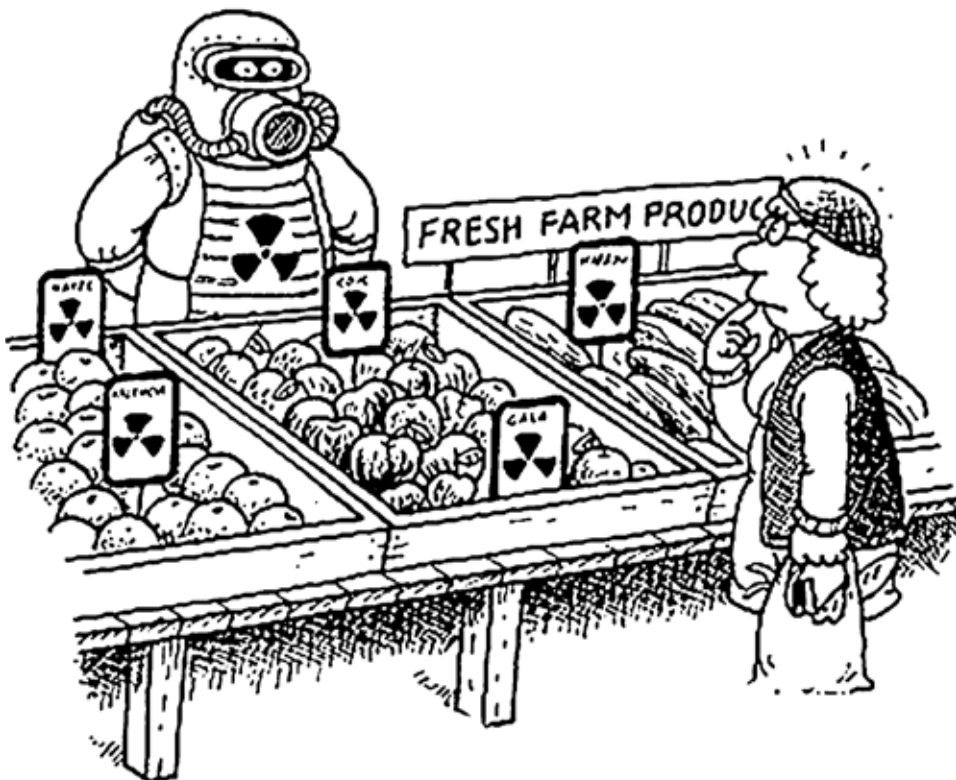
En ce qui concerne le génie génétique, la biotechnologie fait sans doute le plus parler d'elle à travers les débats, disputes et luttes qu'elle engendre dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation. En suisse, la vente de produits génétiquement modifié (GM) destinés à l'alimentation humaine n'est pas autorisée pour l'instant, et on trouve de plus en plus les mentions « sans OGM » ou « ne contient pas d'OGM » sur les étiquettes des aliments. Dans l'imaginaire collectif, quand on pense à un « OGM », il nous vient d'habitude à l'esprit l'image classique du maïs GM ou du soja transgénique. Pourtant, si un aliment n'est pas GM, cela ne signifie pas qu'il ne peut contenir de substances telles que des additifs ou des adjuvants GM ; et cela n'est pas interdit.

En suisse par exemple, depuis que le code numérique avec le préfixe « E » pour décrire les additifs dans les aliments n'est plus obligatoire, les fabricants ont tendance à ne pas l'utiliser et à opter pour des définitions complètes de ces substances, leur donnant un effet plus « naturel », dans la plus parfaite adaptation au capitalisme vert du « tout éco, vert, naturel ! ». Le but du marché est de contourner les sensibilités des gens en mettant en place des trucs tels que des changements dans les termes de l'étiquetage.

## **Donc, lorsque les additifs sont décrits avec le nom complet, ils sont naturels ?**

Non, ils sont encore produits artificiellement. Dans la plupart des cas, les additifs sont produits par des procédés chimico-synthétiques ou biotechnologiques (également appelés additifs technologiques). Lorsque l'additif est obtenu par des procédés biotechnologiques, cela signifie que des micro-organismes GM ont été utilisés. Le produit final ne contient pas ces organismes GM. Mais de fait, on mange un produit obtenu par génie génétique.

Un exemple: l'acide citrique ou E330. L'étiquette d'un aliment contenant de « l'acide citrique » laisse à penser qu'il est fait à base d'agrumes ou de quelque chose de naturel, pourtant il est souvent le produit d'un processus biotechnologique dans lequel les organismes génétiquement modifiés sont utilisés. Un autre exemple «classique» est la lécithine de soja. Bien qu'extraite de soja génétiquement modifié dans presque tous les cas, la



lécithine de soja étant une protéine et non un organisme, elle n'est pas considérée comme GM quand elle est contenue dans un aliment.

## **Pourquoi n'est-ce pas mentionné sur les étiquettes ?**

Parce qu'au nom du profit, on peut tout faire, en tolérant et en omettant certaines choses. Les lois sur l'étiquetage autorisent l'invisibilisation de la présence de matériel GM, comme on peut le lire dans l'ordonnance fédérale sur les denrées alimentaires génétiquement modifiées<sup>1</sup>.

Alors, on peut continuer à crier « Stop OGM », à exiger des lois plus sévères, plus ciblées, à éduquer les consommateur-ices et à condamner l'achat de produits transformés, ça n'empêchera pas le génie génétique de poursuivre sans relâche le développement de ses techniques destructrices et dévastatrices pour tout être vivant et pour la biodiversité, dans sa conquête pour de plus en plus de terres et un contrôle total sur la nature, l'agriculture et la nourriture.

L'intention de cet article n'est pas de soulever le scandale ou l'indignation, mais de montrer que les OGM sont déjà sur la table, et prouver par des exemples concrets que les lois sont facilement contournées par l'industrie et ne servent qu'à amadouer les populations. Cela permet de se rendre compte que les moyens de défense démocratiques et réformistes n'arrêteront certainement pas l'empoisonnement des animaux et la dévastation de la planète. Il faut un changement radical qui repose sur la solidarité et le respect, plutôt que la concurrence, l'exploitation, la dépendance totale à la technique et à l'énergie. Un changement où l'auto-organisation et l'autonomie sont la base de tous les aspects de la vie, où l'indignation et la victimisation laissent place à l'émancipation et à l'attaque contre quiconque nous opprime et nous empoisonne.

SOURCES : "Scelgo io" Avril 2017, n°2

<sup>1</sup> [www.admin.ch/opcf/fr/classified-compilation/20050176/index.html](http://www.admin.ch/opcf/fr/classified-compilation/20050176/index.html)

# Par les normes ou par les balles

## Les multiples mises à mort des agriculteur-rices

par Jonas Schnyder

*C'est le 20 mai 2017 que des gendarmes mobiles assassinaient par balles Jérôme Laronze, éleveur dans le département de Saône-et-Loire. Quelques jours auparavant il avait décidé de prendre la fuite alors que les services vétérinaires de l'Etat, accompagnés de militaires en armes, effectuaient une énième «visite à domicile» de son exploitation agricole<sup>1</sup>. Mais pourquoi avoir fui? Avant de se faire assassiner, Jérôme Laronze avait lancé un dernier cri de révolte dans le Journal de Saône-et-Loire pour dénoncer ces violences institutionnelles qu'il subissait en tant que petit agriculteur: la norme comme hyper-administration et l'ultra-réglementation.*

Cette «visite» est un euphémisme qui ne fait rien d'autre que de cacher les intrusions surprises et répétées des agents de l'État pour vérifier, contrôler et dresser les paysan-nes, afin de les rendre conformes aux normes légales européennes, ou de les faire disparaître.

Son histoire allait cependant être différente des autres. Cette fois-ci le paysan n'allait pas changer de métier par incapacité à se conformer aux nouvelles normes en vigueur. Ni se suicider suite aux pressions et harcèlements des nombreux visages de l'administration. Il allait mourir sous les balles d'une police à l'impunité garantie par notre justice bourgeoise. Face à ce drame, et malgré leurs déclarations de solidarités, les syndicats allaient se révéler par leur silence quant aux causes sociales de ce meurtre: les politiques agro-industrielles capitalistes des Etats occidentaux.

Cette triste histoire fait écho à tant d'autres qui restent invisibles et silencieuses partout dans ce monde. Les paysan-nes restent la catégorie professionnelle qui se suicide le plus. Mais les résistances existent et c'est de ces récits de luttes sur l'actuelle destruction des paysan-nes et petit-tes agriculteur-rices que Yannick Ogor parle dans ses écrits et ses interventions, notamment aux côtés du Collectif d'agriculteurs contre les normes. Autant d'occasions de renforcer toujours plus cette prise de conscience du fait de subir, de manière différenciée en fonction de notre profil (genre, classe et race), des logiques de domination qui nous ensèrent au quotidien et visent à nous déposséder de toute marge d'autonomie<sup>2</sup>.

### «On est payé pour être en ordre»: la gestion par les normes

Dans ses écrits, Yannick Ogor décrypte la gestion par les normes, qu'elles soient environne-

mentales, sécuritaires, hygiéniques ou administratives, comme nouvel outil d'écrémage des exploitations agricoles ne se soumettant pas aux logiques et objectifs des Etats industriels<sup>3</sup>. Comme l'explique l'auteur, dans l'agriculture, les normes prétendent résoudre des problèmes particuliers, mais ne peuvent pas réellement tenir leurs promesses vu que leur objectif réel est autre: industrialiser l'agriculture. On peut prendre pour exemple les règles sanitaires soi-disant destinées à nous protéger, mais qui, dans le cas de l'élevage, ne mènent qu'à prescrire des antibiotiques supplémentaires à des animaux ne pouvant pas survivre dans des conditions concentrationnaires, et dont la vente des cadavres en supermarché ne fera des victimes que chez les personnes ne pouvant s'offrir que de la «viande» au rabais et impropre à la consommation. Cela implique d'éliminer ce qui va à l'encontre de ce modèle productiviste standardisé, c'est-à-dire les petites et moyennes exploitations refusant le schéma agro-industriel ou pratiquant des alternatives agricoles. C'est ce que décrit Xavier Noulhianne, éleveur en Aquitaine, en parlant du secteur laitier: «les producteurs les plus modestes, qui encombraient la filière, ont commencé à disparaître dès la naissance des subventions, faute de pouvoir s'en sortir avec des tarifs aussi faibles. Ils ne pouvaient pas compenser cette faiblesse par la perception de subventions d'investissement puisqu'ils ne se modernisaient pas; et la modernisation était ce qui intéressait l'administration»<sup>4</sup>.

Comment ça marche? Le schéma d'asservissement et normalisation est simple. Le revenu paysan ne dépend plus de la vente de sa production, notamment parce que les termes de l'échange marchand sont laissés à la discrétion de la grande distribution et parce que la loi défend les intérêts de cette dernière: acheter des aliments produits en masse à très bas prix auprès de peu de fournisseurs. Ainsi, le-a paysan-ne ne gagne pas sa vie avec ce qu'elle produit. Ce qui permet à l'État de prendre le contrôle et de réguler la population paysanne en la faisant survivre sous perfusion de ses aides devenu volontairement indispensables. Cependant, ces dernières sont octroyées sous certaines conditions, notamment la conformité aux normes imposées en Europe par la Politique Agricole Commune (PAC). La carotte de la subvention ne se savoure qu'en se conformant aux ordres, sinon gare au retour de bâton, car ils ont droit de vie et de mort sur chacune des exploitations agricoles sous perfusion officielle.

Or, ces normes visent à intégrer, au sens de standardiser et uniformiser, l'agriculteur-rice aux impératifs et intérêts du modèle industriel. C'est-à-dire d'avoir moins d'exploitations agricoles, mais plus grosses et dans une optique expansionniste (l'exploitation doit s'agrandir et se moderniser en permanence) et productiviste (l'agriculteur-rice doit produire pour vendre en fonction de ce que demande «le marché»). L'agriculteur-rice va ainsi percevoir des subventions qui iront directement dans les poches des industries qui lui permettent d'être aux normes (semences, engrais, chimie, pharma, et Nouvelles Technologies et de l'Information et de la Communication)... Autrement dit, devenu-e «auto-entrepreneur-se», elle gagne sa vie, non pas par son activité, mais par sa capacité à être conforme à des normes que l'État impose pour les bienfaits de son économie industrielle. De surcroît, il ne s'agit pas pour elle d'être rentable économiquement, comme on pourrait le penser, mais d'être utile, de soutenir l'activité économique en devenant un intermédiaire de l'État pour canaliser ses subventions vers les industries chimique, manufacturière, agro-alimentaire et toutes celles qui en profitent et favorisent cette course à l'innovation et aux investissements technologiques<sup>5</sup>. Et que ces normes s'appellent bio, transition énergétique ou traçabilité, toutes participent des mêmes logiques industrielles en embrassant à pleine bouche un Progrès capitaliste qui, vert ou pas, a tout du désastre.

### La Suisse aussi a mal à ses paysans

Malgré ses innombrables prétentions à l'exception, la Suisse n'est pas en marge de ce processus choisi de disparition de la paysannerie. En effet, tous les jours, deux à trois exploitations agricoles disparaissent, et majoritairement des «petites» exploitations<sup>6</sup>, prises à la gorge par les banques auxquelles elles ont dû emprunter des fonds pour correspondre aux critères destinés à l'obtention de paiements directs. A nouveau, suivant le schéma du contrôle par l'assistanat, ces subventions publiques compensent les pleins pouvoirs octroyés aux centrales d'achat, principalement Migros et Coop, qui peuvent ainsi «négocier» toujours plus à la baisse les prix d'achat des produits agricoles, tout en jouant des importations et de la sélection des fournisseur-ses pour imposer leurs conditions et museler toute contestation. Un pouvoir exercé à maintes reprises, comme lorsque Migros décide en 2010 de réduire temporairement ses achats auprès d'un-e de ses gros-se fournisseur-se pour lui appren-



re à ne pas critiquer le label «De la région» de l'entreprise. Ou comme lorsque Migros et Coop décident de ne pas reconduire leurs contrats auprès de fournisseur·ses qui travailleraient aussi avec les enseignes concurrentes des harddiscounters allemands. Et les normes font aussi en Suisse leur travail de fossoyeuses, transformant les paysan·nes en bureaucrates, aggravant la charge de travail et le stress qui en découle, et contribuant ainsi à faire mourir, lentement mais sûrement, une paysannerie indésirable hors agro-industrie et folklore touristique. Au final, comme le résume un paysan suisse, suite à un des habituels et humiliants contrôles vétérinaires du canton, «on n'est plus payé pour ce qu'on produit, on est payé pour être en ordre»<sup>7</sup>. Ou condamné·es à disparaître d'une manière ou d'une autre.

### Sans Etat et sans organisation: luttes collectives et bricolage

Une des répliques qui est souvent portée par Paul Sautebin, paysan dans le Jura bernois, c'est qu'«on ne va pas dans le mur, on y est déjà». Il ne s'agirait donc pas d'avoir peur de ce qui vient, mais bien d'avoir conscience de ce qui est pour pouvoir agir dessus. Les exemples de récupération et de pacification des alternatives sont nombreux et font le fonds de commerce de nombreuses personnalités avides de reconnaissance institutionnelle et des privilèges qui découlent de leur adhésion à la morale bourgeoise de l'écocitoyennisme (que l'on pense à Nicolas Hulot, José Bové, Pierre Rabhi et les Colibris, Kokopelli<sup>8</sup>,...). De son côté, l'ensemble des syndicats en Europe semblent avoir fait le choix de la co-gestion avec l'Etat et reste attaché à une paix sociale qui invisibilise les rapports de force entre «petit·tes» et «gros·ses» agriculteur·rices, et les rapports de force avec les industriels, ce qui empêche toute lecture qui passerait par une lutte des classes véritable. Quant à l'écologie, il pèse de tout son poids sur notre époque et impose sa vision gestionnaire d'un environnement réduit à des dimensions mesurables venant nourrir des nouvelles technologies toujours plus performantes dans la bonne gestion des nuisances. Cette poudre aux yeux donne l'illusion d'avoir prise sur une situation que l'on a pourtant cédée aux intérêts industriels, sans pour autant l'assumer. Un positionnement confortable de faux·sse ennemi·e avec le pouvoir et de faux·sse ami·e avec toute critique qui remettrait trop de choses en question.

Mais alors que faire et avec qui? Yannick Ogor parle de «renouer avec une confrontation directe qui ne soit pas le spectacle de notre impuissance» et de «remettre au cœur de nos combats les questions sociales et les rouages de l'exploitation»<sup>9</sup>. Selon lui, cela passe par le fait de (re)trouver le goût du conflit et du collectif; le goût du conflit pour nourrir un rapport de force hors institution basé sur une auto-organisation pratique et une autodétermination politique, et le goût du collectif pour faire ensemble contre, car seules les so-



lidarités concrètes permettent de supporter la précarité d'une lutte asymétrique et douloureuse. Malgré l'absence de solutions «clés en main», il semble bien que notre émancipation dépende de notre capacité à commencer par refuser collectivement les humiliations quotidiennes de nos vies administrées, que ce soit en ne succombant pas à l'appel des innombrables labels industriels (bio, permaculture, local,...) pour y préférer une vente directe certifiée uniquement par la confiance portée aux agriculteur·rices rencontré·es. Ou que ce soit en soutenant financièrement et physiquement les personnes se mettant en danger par leur refus de ces contrôles et luttant pour un libre accès à la terre. Et pourquoi ne pas aller plus loin en travaillant à détruire cette frontière «producteur·rice-consommateur·rice» pour se réconcilier avec ces pratiques profondément politiques et subversives que sont les occupations de terres et le squat urbain, les coopératives agricoles autonomes, toutes les luttes et les actions directes qui prennent pour cible les grandes surfaces, les industriels, et l'Etat? Il en va de notre survie. Et peut-être que c'est en prenant le risque de renouer avec ce qui vise à l'autoconsommation, l'art du bricolage, l'autoformation et l'autoconstruction, que l'on pourra détendre pour un temps ces chaînes marchandes sous lesquelles on ploie.

### Du souci pour les paysans

La nouvelle mouture de la politique agricole à partir de 2022 (PA22+), publiée le 1er novembre par le Conseil fédéral, montre que la situation de l'agriculture suisse ne va pas s'améliorer. En effet, la stratégie «vise à ouvrir de nouvelles perspectives aux acteurs de l'agriculture et du secteur agroalimentaire aux plans du marché, de l'exploitation et des ressources naturelles.» Au-delà de quelques passages obligés sur le soin et le respect de l'environnement, le rapport est marqué par le renforcement d'approche avant tout économique et libérale. Ainsi, le secteur agricole suisse «protégé contre la concurrence internationale se trouve coupé du développement international [...] Cette protection a conduit à la mise en place de structures non optimales du point de vue économique». En clair, afin de continuer à garantir l'ouverture des marchés internationaux pour les secteurs de l'économie suisse qui comptent vraiment – banques, assurances, mais également produits agricoles «de pointe» – les 7 singes signalent qu'il est nécessaire de diminuer les protections tarifaires de l'agriculture. Heureusement, les nouvelles technologies – dont le rapport attend des miracles – seront là pour aider les paysans à passer le cap!

Article original publié dans le journal *Moins! no 32*, décembre 2017 et janvier 2018, Vevey

<sup>1</sup> «L'Etat élimine les agriculteurs: refusons les normes! Evitons les balles!», tract du Collectif d'agriculteurs contre les normes, 18 août 2017

<sup>2</sup> Radio Klaxon, «Discussion avec Yannick Ogor, en résistance contre la gestion par les normes et l'industrialisation de l'agriculture»

<sup>3</sup> Yannick Ogor, *Le paysan impossible: Récits de luttes*, Les éditions du bout de la ville, 2017

<sup>4</sup> Xavier Noulhianne, *Le ménage des champs: chronique d'un éleveur au XXIe siècle*, Les éditions du bout de la ville, 2016, p. 50

<sup>5</sup> *Idem.*, p. 49

<sup>6</sup> «Relevé des structures agricoles 2016», OFS, 11 mai 2017

<sup>7</sup> Emission «Paysan, une espèce en voie d'extinction», Temps présent, RTS, 16 janvier 2014

<sup>8</sup> GRIMM, *Nous n'irons plus pointer chez Gaïa: Jours de travail à Kokopelli*, Les éditions du bout de la ville, 2017

<sup>9</sup> Yannick Ogor, *Le paysan impossible: Récits de luttes*, Les éditions du bout de la ville, 2017, pp. 33 et 56

# Deux pieds dans la bouse

## Lettre adressée au journal " Rhizome " sur les paysans génétiquement et autrement modifiés



*La littérature militante utilise largement le terme « paysan » comme figure archétypale lorsqu'il s'agit de parler de campagnes... Nous proposons ici de nous pencher sur cette figure et d'en gratter le vernis pour vérifier si le génie génétique n'aurait, parfois, des complices aux bottes boueuses...*

Nous qui voulons, tout comme vous, nous opposer non seulement aux OGM, mais aussi au monde dont l'organisation même – des cultures agricoles aux cultures sociales – orbite autour du fric, nous vous adressons cette lettre afin de proposer un éclairage sur quelques points concernant l'agriculture d'aujourd'hui et d'hier. Ceci dans l'optique de mieux savoir et contre quoi, et pour quoi on se bat lorsqu'on rajoute « et son monde » à la fin d'une phrase.

### Le livre d'images

L'aspect extrêmement nocif et irréversible de la transgénèse n'est plus à prouver, et la politique de semences OGM touche également à ce qu'on appelle, assez grossièrement, le « mode de vie paysan ». Les anciennes pratiques de conservation et de sélection des graines se trouvent bouleversées par les impératifs de ceux qui détiennent de facto un monopole de la production et de la vente. Les « paysans » se trouvent par conséquent dépendants des grosses boîtes über-technologisées et deviennent les victimes principales de cette politique, si l'on croit ce qu'on nous dit. Mais on n'y croit pas, et c'est pour cette raison qu'on voulait parler de ces « paysans », car le mot seul nous emplit le visage de vide tournoyant.

La question symbolique des figures paraît-elle éloignée du thème générique proposé,

le « Génie génétique » ? Pas si l'on (ré-)affirme que la technoscience n'est en aucun cas une sphère autonome et détachée du monde social. Il nous paraît essentiel de chercher continuellement les ponts – que certains cherchent à couper – entre les questions abordées du point de vue scientifique, éthique, symbolique... Parfois ces ponts permettent de nuancer ou d'affiner nos connaissances. Parfois ils en révèlent les limites, et, souvent, les contradictions. C'est la reconnaissance de ces contradictions qui nous semble la plus importante pour une réflexion collective riche, fine, et toujours en mouvement.

La question de la figure paysanne repose la question des acteurs du génie génétique - qui n'est, lui, qu'un concept, et certainement pas une personne active. Ceux qui agissent, donc : les scientifiques, les politiques, les gestionnaires... Et puis, rappelons-le, les « paysans » eux-mêmes. C'est là que les rôles nécessitent un petit éclairage latéral. Et comme il est toujours fondamental de se méfier du manichéisme, il est intéressant de comprendre comment on peut être à la fois victime et complice, ou subir une injustice et en produire d'autres...

Il semble que la figure d'Épinal du paysan dessine un travailleur forcé, loup solitaire ou organisé en famille close ; détenteur de savoirs ancestraux et démuné face à la bureaucratie ; attentif à la nature et bourru en société... Autant de clichés qui semblent n'avoir pas bougé depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Pourtant certains historiens attirent notre attention sur le fait que dès les années 30 en France « les petits marchands ruraux, ces meuniers-négociants en grains, ces vigneron vendeurs de vin, ces chevillards locaux des foires à bestiaux, s'ils ne disparaissaient pas,

s'affaiblissaient à la mesure de l'intégration du monde rural dans l'économie nationale et dans ses circuits commerciaux<sup>1</sup>. » Et aussi que déjà « entre 1892 et 1929, près de 2 millions d'exploitations inférieures à 5 hectares avaient disparu. <sup>2</sup> » Les campagnes françaises d'avant-guerre, si connues pour leur « résistance » active et passive à l'industrialisation du XIX<sup>e</sup> siècle, sont déjà largement branchées aux circuits du capital à travers les réseaux commerciaux et technologiques.

Jean Giono a beau être ambigu<sup>3</sup> pour dire le moins, il écrivait dès 1939 dans sa Lettre aux paysans à propos de la paysannerie française :

*(La paysannerie) est sur le point de disparaître pour devenir autre chose. Elle est malade de capitalisme. Le but du paysan n'est plus de vivre, c'est constituer un capital. Il croit que le capital lui donnera une ampleur de vie à laquelle il ne peut pas atteindre avec la vie seule. Vous me dites qu'il ne trouve plus à manger : c'est qu'il ne cherche plus à manger, il cherche à vendre. La preuve de l'erreur de vendre, en général, est que le travail de l'homme appliqué logiquement au désir de vendre détruit de lui-même la possibilité de vendre. C'est un nœud coulant. L'homme qui n'accomplit plus les gestes de la vie ne doit pas s'étonner si la vie se retire de lui. Vous avez planté le clou dans la poutre, vous avez attaché la corde, vous l'avez nouée à votre cou, vous avez à moitié culbuté l'escabeau et vous criez : « ça m'étrangle ! » De quoi vous étonnez-vous ? Pour vivre on s'y prend autrement. Que désirez-vous ? Les joies de l'au-delà de l'argent, le paradis que la monnaie vous promet, ou bien la vie d'ici-bas ? Il faut choisir et ne pas réclamer l'un quand on poursuit l'autre. La raison de vivre de l'homme c'est vivre. Le paysan qui fait les gestes de vivre*



*vit. À l'instant même où vous êtes en train de mourir, des paysans qui n'ont pas de silos à blé vivent parfaitement sans se plaindre. Ils ne se soucient pas du prix du blé. Ils n'ont pas de bordereaux de commissionnaires. Ils n'achètent ni oignons, ni fruits, ni pommes de terre, ni viande. Ils ont des oignons, des fruits, des pommes de terre, de la viande et tout ce que vous êtes obligés d'acheter. Ce sont des paysans. Vous n'êtes plus des paysans. Chacun de ces paysans fait le travail paysan en entier ; rien ne lui manque. Vous ne faites plus qu'une partie du travail ; pourquoi vous étonner que ce que vous ne faites pas vous manque ? Ce que vous faites, vous le faites avec démesure ; pourquoi vous étonner ensuite de la déraison et du désordre qui en sont les conséquences logiques ? Vous avez subordonné votre vie à la monnaie ; la monnaie vous étonner d'être subordonné au gouvernement ? Si pour vivre vous avez besoin de quelqu'un d'autre que vous-même pourquoi vous étonner que cet autre soit le maître de votre vie ?*

Ce ne sont donc ni les drones, ni les pesticides, ni, on tient à le souligner, la transgénèse qui ont bouleversé le mode de vie pastoral du paysan. Ce sont des conséquences largement logiques de la politique agricole d'État qui, dès l'aube du XXe siècle, soutint l'intégration de la paysannerie aux circuits marchands par le moyen de crédits et de subventions – la politique qui continue de nos jours. En offrant des crédits aux agriculteurs, l'État a accompli leur soumission aux impératifs du capital, dont une des conséquences fut le conditionnement de la production intensive. Il y a eu des centaines de « raisons compréhensibles » d'accepter cette offre empoisonnée : mondialisation de l'industrie alimentaire, baisse des prix de vente, esprit du temps, etc... Mais il n'est pas inutile de rappeler que toutes ces « bonnes » raisons avaient aussi (surtout?) à avoir avec une acceptation générale des prérequis : la vente du produit de son travail, la possibilité de capitaliser sur une propriété, l'espoir de pouvoir léguer quelque chose à ses enfants... Autant d'idées qui ne placent pas vraiment la « paysannerie » du côté de la sub-

version. Or, si tout était réuni pour que les paysans n'aient d'autre choix que d'accepter l'« offre » de l'État, il était quand même possible de la refuser pour de très bonnes raisons (sans guillemets cette fois). D'ailleurs certains l'ont fait, et c'était autour de ce refus intégral ou partiel que se sont construites les plus importantes luttes paysannes du XXe siècle.<sup>4</sup> On espère fort que ce refus ne manquera d'exploser parmi les paysans paupérisés ou en vue de paupérisation, comme on espère qu'il ne manquera d'exploser partout. En attendant et en travaillant cette explosion, il ne faudrait pas oublier non plus que malgré toutes les contraintes imposées par l'intégration au système de crédits, la majorité des agriculteurs, y compris les petits, ont fait le choix de foutre la merde meurtrière partout où ils pouvaient pour la seule raison que c'était rentable. La situation d'aujourd'hui en ce qui concerne les pesticides, les désherbants et toutes les autres substances de mort lente ou rapide est une conséquence de ce conditionnement.

### « Le-paysan » divisé en trois

Cette politique a eu comme résultat la disparition des plus petits domaines, la conversion aux monocultures et l'intensification de la production. Du point de vue social, tout cela a créé des strates campagnardes très disparates : premièrement, les paysans paupérisés et réduits à l'auto-exploitation pure et dure pour subvenir à leurs besoins tout en essayant de rattraper leurs obligations vis-à-vis des caisses de crédit ; deuxièmement, les paysans moyens s'en sortant bien tant qu'ils ne s'arrêtent pas et surexploitant une poignée de salariés, « à défaut de choix » ; et, finalement, ceux qui ont réussi en découvrant une bonne niche de marché ou en étant héritiers d'immenses domaines.

Ce qui frappe à observer les premiers, c'est la logique qui les enferme et les pousse essentiellement à s'exploiter eux-mêmes. La servitude volontaire n'est pas une simple accusation de notre part : les raisons qui poussent les gens à se plier sont nombreuses, souvent très évanescentes et parfois nous nous sentons obligés de s'abstenir de les juger « bonnes » ou « mau-

vaises ». Quoi qu'il en soit, pour la grande partie de l'ancienne paysannerie (dont il ne reste que des tristes résidus), la politique des crédits fut fatale. Les régulières nouvelles des champs font une ritournelle macabre : il y a les départs, les fermes abandonnées, les hectolitres de lait qui ne nourriront personne, les vieux qui ne pourront jamais s'arrêter pour de bon, et puis surtout il y a ces statistiques du suicide – si choquantes et si vulgaires à la fois qu'on se demande toujours s'il faut les considérer ou pas.

Oui, mais. Mais le mot « paysan » n'est pas épuisé ici. Et c'est là que se nichent toutes les confusions possibles. Car sous le même mot, il y a aussi ceux qui déjà ont grimpé aux échelons et se retrouvent « obligés » d'employer et donc d'exploiter, au titre des bonnes vieilles « raisons compréhensibles » d'hier et de tout temps. Faut-il surexploiter en payant le SMIC, slalomer entre les « protections » les plus basiques du code du travail en se reposant sur ce qu'il propose de plus dégradant (les emplois saisonniers), reproduire la sempiternelle hiérarchie du patron au pouvoir arbitraire et des petites mains qui ne feront jamais rien qu'exécuter ? Il est alors toujours possible pour ces « paysans » de jouer sur leur image d'Épinal qui permet non seulement à leurs consommateurs, mais aussi à eux-mêmes de penser qu'ils sont autre chose que des exploités (le délire du « bio » ajoute des points). Et de fait, ce ne sont pas les immigrés, ni les néo-ruraux, ni les esprits nomades, qui eux aussi travaillent la terre, qui sont alors appelés « paysans ». Nous, nous sommes « ouvriers agricoles », a dit la Sécurité Sociale. Ce sont nos patrons les « paysans », car ce sont eux qui jouissent de la terre – qu'ils en soit propriétaires, locataires ou gestionnaires.

Exploiteurs d'eux-mêmes et des autres, donc, parfois -presque toujours- du même mouvement. Sans compter la terre, tiens. Et même si certaines techniques – mais plutôt technologies – « bio » ou issues de la permaculture (ou d'autre chose) pouvaient effectivement être moins nocives que bien d'autres du point de vue écologique, elles ne le seront





jamais du point de vue social, tant que le capital et l'État resteront les intacts garants de l'exploitation. Voilà pourquoi nous voulions remettre la figure du « paysan » en question : c'est parce que même « bio », même à la campagne et même dans des petites exploitations les « ouvriers agricoles » sont exploités. Y compris parce que pour exister, les « faire autrement » compétent en rentabilité avec les « faire comme d'hab » et venez voir comment Syngenta va vous montrer le durable.<sup>5</sup> Ce qui nous emmerde dans les deux cas, c'est l'avidité à produire pour vendre qui, dans les campagnes comme dans les villes, a pour conséquence l'humiliation institutionnalisée de la grande majorité des gens. Le génie génétique entre ici moins comme une imposition, et plus comme une technologie parfaitement calibrée avec les besoins et les valeurs productivistes des capitalistes campagnards en guise de paysans pastoraux. On s'est dit qu'il serait intéressant d'en parler, justement pour éviter les écueils des figures toutes lisses des méchants-scientifiques contre les pòvres-paysans : aujourd'hui encore, il en est qui acceptent, quotidiennement, sciemment et souvent avec enthousiasme, les règles tout à fait capitalo-compatibles, et c'est précisément pour cela que le génie génétique est si puissant.

C'est sûrement vrai que ces petits patrons exploitants-exploiteurs « n'ont pas le choix » de faire autrement. C'est tout aussi vrai que tout le monde a le choix de ne pas être un patron. Ceci est une banalité de base : le patron n'est pas libre de ne pas exploiter (car ceci éliminerait la composante « profit » de l'équation), mais n'importe quel individu est libre de ne pas être un patron. En tant que patrons, et donc exploitants (et pas seulement exploitants) ils n'ont aucune excuse. L'illusion qui fonctionne encore ici est fondée sur le mythe du paysan éternel, malgré le fait que son métier n'a rien à voir avec ce qu'il était il y a deux ans, cinq ans, dix ans ou un siècle.

La question agricole est essentielle pour l'éventuelle transformation de ce monde, même lorsqu'il n'en reste que la volonté sans espoir. Il est probable que les anciennes formes de production paysanne puissent donner de l'inspiration pour une vie débarrassée des agronomes, des patrons et des marchands de vivres. Pourtant, il est temps de se rendre compte que la paysannerie (ou prétendue telle) d'aujourd'hui n'offre pas grand-chose à défendre, au moins pour ceux d'entre nous pour qui non seulement le génie génétique mais aussi l'exploitation est intolérable. Il est

donc impératif de rester attentifs à l'usage de cette dénomination, pour ne pas confondre l'humanité avec ses ordures.

*Quelques anciens paysans-aspirants encore une fois prolétarisés*  
Février 2018

<sup>1</sup> Dominique Borne et Herni Dubief, *La Crise des années 30*, Éditions de Seuil, p. 219

<sup>2</sup> *Idem.*

<sup>3</sup> Outre sa vision anti-moderniste qui coïncide avec l'idéologie nationale de Vichy, Giono a accepté que sa pièce de théâtre *Le Bout de la route*, créée en 1941, soit en partie financé par le régime de Pétain ; il s'est montré plutôt tendre envers les vichystes et les nazis sans exprimer des remords par la suite, alors que des Juifs qui étaient exterminés en masse, dans son journal il « s'en fout comme de sa première culotte ».

<sup>4</sup> Aujourd'hui, à quelques importantes exceptions près, ce refus est inexistant à l'échelle collective. Si certains syndicats, comme la Confédération paysanne, se déclarent contre l'agriculture intensive, ce n'est pas pour combattre la marchandisation des vivres, mais pour vendre de la « bonne bouffe ». Et pour l'acheter aussi, vu que leur direction siège dans la banlieue parisienne.

<sup>5</sup> Voir ses « simulateurs de défense naturelle » Bastid et Blason déjà en marché, dont les « risques sanitaires » sont « conformes aux critères » selon l'ANSES, mais que Syngenta conseille d'employer avec d'autres produits quelque peu moins durables.



# Toxicité des OGM et domination de classe

Les participant-e-s à *l'infotour contre le génie génétique et la domination* qui a parcouru la Suisse en 2015 avaient décidé de présenter, outre la situation et l'histoire des OGM dans le pays, des réflexions essentiellement politiques – notamment liées au rôle de la recherche scientifique – sans trop s'attarder sur les questions environnementales et sanitaires qui ont longtemps constitué l'angle d'attaque des mouvements citoyens d'opposition au génie génétique. Lors d'une des discussions, quand le sujet de la toxicité des OGM est venu dans le débat, une personne est intervenue pour dire que dès qu'on l'aborde, on suggère qu'il faudrait consommer bio et on fait culpabiliser les gens qui sont trop pauvres pour se le permettre. Elle ajouta que de toute manière, les OGM ne changeaient rien au fait que notre nourriture était déjà contaminée par les pesticides. La question de la toxicité a ainsi été évacuée, permettant de recentrer la discussion sur les (difficiles) perspectives de lutte, non sans avoir ouvert une question de classes sociales qui a malheureusement été totalement délaissée. Le propos de ce texte est de montrer que la dimension de classe est importante sinon essentielle dans la guerre au vivant qui se joue avec le génie génétique, et que les toxicités constituent, parmi d'autres, un enjeu de solidarité et une raison de se révolter.

Les OGM sont produits et promus par des groupes sociaux capitalistes (grandes entreprises multinationales) et privilégiés (chercheur-euses de formation universitaire). La toxicité potentielle des OGM mais aussi des pesticides affecte toute la population, mais en particulier les classes sociales appauvries qui n'ont d'autre choix que de consommer la nourriture la moins chère ou la nourriture gratuite (distribution humanitaire). Les classes aisées ont les moyens et consomment de plus en plus de la nourriture issue de l'agriculture biologique, n'étant pas obligées de mettre en balance un tel choix avec, par exemple, offrir des vacances à leurs enfants.

Les multinationales, les chercheur-euses scientifiques, et la majorité des partis de droite (de défense des intérêts bourgeois) mènent une bataille permanente pour nier les impacts sanitaires des OGM et des pesticides. Ce faisant, ils défendent des intérêts de classe : ventes et profits des entreprises, crédits de recherche des laboratoires et donc salaires et carrières des chercheur-euses, légitimité des partis bourgeois en tant que représentants des intérêts industriels.

**Sur la toxicité :** Les études épidémiologiques se multiplient sur l'impact des pesticides sur les agriculteur-trices ou les employé-es agricoles, notamment sur l'augmentation des cancers de type lymphome ou de la maladie de Parkinson ainsi que sur des effets perturbateurs endocriniens (aux conséquences incalculables)

à faible dose. L'impact des plantes génétiquement modifiées sur les populations humaines et les animaux d'élevage est moins clair, et le lieu de multiples batailles d'experts. Des études sur des animaux de laboratoire suggèrent que des impacts sur le foie et les reins viendraient s'ajouter à l'effet des pesticides associés aux OGM cultivés actuellement. De plus, il serait logique que des équilibres biochimiques et des voies métaboliques des organismes infiniment complexes que sont les plantes que nous mangeons (et que nous sommes nous-mêmes) soient perturbés d'une manière ou d'une autre par ces interventions d'une techno-science qui traite les corps comme des machines programmées par un code génétique. On peut trouver des dizaines de protéines inconnues auparavant dans un seul OGM. Combien seront allergènes, combien perturberont nos systèmes hormonaux ou immunitaires ?

Les OGM sont aussi une arme pour l'expropriation des petit-e-s paysan-ne-s peu équipé-e-s des pays peu industrialisés, à travers le piège des brevets, ce qui aggrave leur précarisation, amplifie l'exode rural, la prolétarianisation et la misère. En même temps qu'elles perdent leur terre donc leur indépendance matérielle, elles perdent l'accès à une nourriture saine et à une partie de leur culture alimentaire.

L'exode rural offre au capitalisme de la main d'œuvre et des nouveaux marchés, tandis que les intoxications lui offrent des patient-es et d'autres nouveaux marchés. L'accès aux traitements en cas de maladie n'est toutefois pas le même quand on est en situation précaire. Les industriels de la pharma et les corporations médicales n'ont pas besoin de comploter en vue d'organiser ces intoxications, par contre elles peuvent en profiter et participer à l'occultation des causes en ne les dénonçant pas, et se faire ainsi collabos plutôt que résistant-es pour préserver leurs intérêts privilégiés (salaire, carrière, prestige de bienfaiteur). Les académies de médecine se sont par exemple distinguées par la négation des effets de l'amiante et de la radioactivité.

La négation des effets sanitaires relève donc d'un mépris de classe. Chez les scientifiques, qui se voient comme les seul-es à défendre la connaissance face à une population ignorante, voire ingrate et imbécile quand elle s'oppose à leurs productions généreuses, ce mépris de classe prend la forme d'un sentiment élitiste de supériorité. La révélation des nuisances est donc nécessaire à une solidarité de classe, au même titre que la révélation des ravages du travail sur la santé des ouvrier-e-s (impact des pesticides sur les travailleur-euses agricoles, toxicités et accidents pour les travailleur-euses de l'industrie, etc.)

L'opposition officielle aux OGM a trop mis l'accent sur les effets sanitaires des biotechnologies sous l'angle d'analyse « démocrate »

du citoyen-consommateur. Ce qui la conduit, « par souci d'efficacité dans notre société nombriliste », à préconiser comme voie d'action individuelle la consommation de produits biologiques, tandis que les partis politiques et les bureaucraties d'ONG se chargent de l'action collective en militant pour des interdictions légales des OGM, avant de négocier leur étiquetage - et non plus leur interdiction - pour permettre le boycott, renvoyant ainsi les consommateur-trices isolé-es à l'action individuelle. Cette stratégie est problématique en termes de classes sociales car elle lie l'action politique à la possibilité d'avoir un minimum de pouvoir d'achat ou l'accès à la citoyenneté, et n'est donc pas inclusive pour les classes appauvries et les migrant-e-s. Les personnes les plus exposées aux toxicités se voient ainsi dépossédées de leur auto-défense.

Cependant, il est aussi problématique de ne pas parler des conséquences sanitaires, suivant l'argument qu'on tomberait ainsi fatalement dans ces travers de dépolitisation et de culpabilisation. En effet, cela revient à parler de domination par l'industrie des biotechnologies, les scientifiques et le capitalisme en général, de manière abstraite. Car pour les personnes concernées il n'y a aucun sens de lutter en séparant l'ennemi des conséquences concrètes de son propre rapport à lui. L'enjeu des nuisances est tout à fait politique, pour peu qu'on se donne les moyens de le saisir.

La domination de classe a des effets multiples, qui se cumulent lorsqu'on est tout au bas de l'échelle. Considérons un-e employé-e agricole dans un pays appauvri par le colonialisme et le néo-colonialisme. Il/elle subit l'exploitation du propriétaire des terres, plus l'empoisonnement au travail par les pesticides qui profite aux actionnaires, aux cadres et autres salariés d'une multinationale de la chimie, et encore un deuxième empoisonnement à travers la nourriture industrielle qu'elle est contrainte d'acheter pour survivre. Les responsables forment, de son point de vue, un ensemble : patrons de son boulot, patrons et actionnaires des multinationales, autorités qui protègent tous ces intérêts.

La situation d'un-e employé-e dans un autre secteur d'activité, dans une société plus riche, c'est d'être exploitée à son boulot, contrainte à acheter de la bouffe contaminée pour sa famille, tout en étant désinformée par la « société du spectacle ». On désigne par ce dernier terme l'ensemble des institutions de communication de masse qui s'accordent à occulter la domination de classe : médias, politique représentative, publicité, industrie du divertissement, agences de com' de l'industrie et de la science...

Un des défis, et pas des moindres, est de contrer cette société du spectacle qui, de différen-

tes manières, œuvre à masquer la domination de classe. Rendre les pauvres responsables de leur propre situation, en tant que prévention efficace de la révolte, est un de ses buts essentiels. Que des personnes dépossédé-e-s de leurs conditions d'existence puissent culpabiliser, en entendant que la nourriture qu'ils et elles achètent pour elleux et leurs enfants est contaminée, est à comprendre dans ce contexte. Mais il ne faut pas croire que c'est toujours le cas. Si c'est ce sentiment qui domine chez certain-e-s, il est clair pour d'autres que le bas prix de la malbouffe est une forme de contrainte et que la désinformation par la pub et la complaisance étatique n'est autre que du mépris de classe. La conscience de classe existera, même diffuse, tant qu'il y aura des inégalités sociales, et on pourra toujours se mettre en lutte sur cette base.

Il s'agit de dénoncer les toxicités, non comme un défaut d'une entreprise qui pourrait devenir vertueuse, mais comme les conséquences logiques d'une domination structurelle à abolir. Ce qui soulève notamment le problème de la défense syndicaliste de l'emploi dans les multinationales de l'agrochimie... Les structures, tout comme les outils et les techniques, ne sont pas neutres. Une structure capitaliste – par exemple dans le domaine alimentaire : actionnaires, multinationales agrochimiques et semencières, marchés boursiers des matières premières, fret et industrie portuaire, industrie du conditionnement de la malbouffe, grande distribution et supermarchés – est une structure de pouvoir concentré, qui logiquement domine et réifie les êtres vivants et dissout les communautés. Ses acteurs ont logiquement des comportements psychopathes : tenus contractuellement à réaliser un profit maximal c'est-à-dire à abuser d'autrui, interdits de compassion car soumis à des institutions – légalement définies comme « personnes morales » – amoraux car inhumaines (voir le film « The Corporation »). Qu'on se focalise sur les individus qui profitent d'une telle structure ou sur les logiques institutionnelles qui poussent toute institution à se perpétuer, ça ne change rien au fait que ce système fonctionne sur le dos des dépossédé-e-s. Ces dernier-e-s n'ont que la rage et la solidarité pour tenter de renverser la situation.

En tant qu'anarchiste/anti-autoritaire venant de la « classe moyenne », je pense qu'il est nécessaire de partager des informations et des analyses sur la problématique des OGM et de les politiser en termes d'antagonisme de classes tout en parlant de notre quotidien, ce qui permettrait de ne pas sous-entendre une responsabilité des consommateur-trices appauvri-es dans la progression des OGM.

Ce faisant, on pourrait réfléchir à la définition des ennemis de classe, dans le sens qu'on n'aurait pas uniquement des figures comme celle du gros capitaliste avec son cigare, incarnée aujourd'hui par Donald Trump, mais

aussi celle du chercheur – en biotechnologie, chimie ou autre – « cool et sympa », humaniste de gauche, sportif et buveur de bière, pour représenter notre oppression. Ce dernier, généralement issu de la classe moyenne avec un haut niveau d'instruction, est aujourd'hui un acteur majeur du capitalisme. Il peut même accéder au gratin de la classe supérieure si sa start-up réussit son entrée en bourse...

Ensuite, les éventuelles actions via l'alimentation devraient être émancipatrices, c'est-à-dire engager des changements où s'établissent d'autres rapports sociaux que celui entre consommateur-trices ou agriculteur-trices et industrie de la grande distribution.

Quant aux pistes d'action politique d'opposition, ne sont-elles pas à penser en lien avec la problématique du travail et des conditions de vie ? Notamment du fait que tant les agriculteur-trices que les autres travailleur-euses (également victimes du productivisme) font face à une tension entre un éventuel engagement militant et les contraintes du travail (salaire, domestique ou d'accès à l'assistance) qui ne laissent souvent que peu de disponibilité. Est-ce qu'une lutte contre le génie génétique, l'agriculture industrielle et leurs nuisances souvent imperceptibles peut se lier avec les défis du quotidien et ne pas juste les alourdir ? Si ça paraît tangible pour les agriculteur-trices, pour les autres c'est plus difficile à imaginer concrètement.

Une autre piste serait de considérer l'offensive technologique dans sa globalité, en partant du constat qu'elle affecte tout le monde. Ainsi les nouvelles technologies oppriment les travailleur-euses de tous les secteurs, par exemple toutes celles et tous ceux qui doivent chronométrer leur travail et justifier chaque minute de leur travail sur des tablettes connectées. Lors de luttes contre ce genre de dispositif, il est possible de faire le lien entre la logique du « management » qui détruit autant le collectif que l'individu, et les nouvelles technologies qui par ailleurs nous empoisonnent tout en profitant à des capitalistes.

En ce qui concerne les migrant-e-s, précarisé-e-s et condamné-e-s à la survie par les politiques xénophobes, on pourrait penser à première vue qu'ils et elles auraient encore plus de difficultés à « rejoindre la lutte ». Or ils et elles constituent la main d'œuvre principale de l'agriculture européenne, qu'elle soit latifundiste ou familiale, et entrent fréquemment en lutte contre leur exploitation avec une dimension de classe évidente. N'y aurait-il pas moyen de soutenir leurs luttes tout en faisant le lien entre les pesticides auxquels elles sont exposé-e-s et l'offensive OGM/agriculture industrielle/acaparement de terres dans leurs pays d'origine, dans une perspective anti-coloniale ?

En tous cas, les modes d'action devraient être définis par les gens concernés, c'est-à-dire les mieux à même d'évaluer leurs possibilités, leurs désirs et le sens de leurs luttes. Et surtout, il ne faut pas partir d'un a priori simplificateur et négliger l'intelligence et l'énergie de nombreuses personnes, ni la dignité que procure l'action politique. Sans quoi on n'a qu'à se conforter dans l'opinion qu'il est indispensable qu'une avant-garde de la classe moyenne locale mène les luttes...

De manière générale, doit-on occulter des faits problématiques par peur de ce qu'il pourraient générer comme réactions ? Ou n'est-il pas plus responsable de les énoncer et les dénoncer tout en les mettant en contexte politiquement, en ayant confiance en la capacité des gens à tracer leurs propres analyses et conclusions, ouvrant un espace à l'expression de leurs sentiments quels qu'ils soient ? Le pire ne serait-il pas que la solidarité et la rage ne soient entravées par un mélange de culpabilité de classe moyenne et de condescendance ?

Pour conclure, rappelons-nous que dans une perspective révolutionnaire, on ne peut pas penser une lutte isolément de la globalité du combat contre les rapports de domination. Parlons donc de nuisances en termes de domination de classe, et non en termes individualistes. Commençons à parler de la réalité de ce qui nous arrive en la politisant, pour ensuite peut-être agir ensemble si l'on parvient à se rencontrer.





# Mise au point sur les classes sociales

L'analyse historique dite marxiste, consistant à montrer l'émergence d'une classe bourgeoise – possédant les moyens de production – et d'une classe ouvrière – dépossédée de ses moyens d'existence et ne disposant que sa force de travail à vendre pour survivre – a été importante pour comprendre l'évolution du monde à partir de la première révolution industrielle. Elle a permis de mettre en lumière des rapports sociaux dits capitalistes, dans lesquels les ouvrier-e-s dépossédé-e-s (ou prolétaires) sont non seulement exploité-e-s – dans le sens que la « plus-value » créée par leur travail (conjugué au capital, c'est-à-dire principalement aux machines, et aux « ressources naturelles » comme l'énergie) est accaparée par les propriétaires des moyens de production (les capitalistes) – mais aussi aliéné-e-s, dans le sens que les moyens et les finalités de leur existence leur échappent.

Mais les choses ne sont pas aussi simples. Un paradoxe peut être relevé : ces deux classes sont à la fois antagoniques – elles ne cessent de s'affronter dans une « lutte des classes » pour gagner les richesses issues de la production, voire pour la maîtrise de la production elle-même – à la fois elles partagent un intérêt commun à travers la dépendance à l'économie industrielle et que cette économie croisse. D'où une vision « prolétarienne » du progrès, qui explique que la majorité des marxistes et des syndicats des secteurs industriels ont été favorables au « développement des forces productives » et au « déchaînement des forces de la nature » mis en œuvre par les scientifiques et les ingénieurs, et que les régimes socialistes ont œuvré à l'industrialisation des campagnes et à l'expropriation des paysan-ne-s considéré-e-s comme des propriétaires privés et des réfractaires au progrès social.

D'autre part, même après la chute de l'économie féodale, les rapports capitalistes ne sont ni la seule forme d'exploitation fondamentale, ni la seule déterminante sur l'évolution historique : les rapports de genre sont tout aussi centraux à travers l'assimilation du travail reproductif gratuit (cf S.Federici, Caliban et la sorcière). De plus, le capitalisme n'a jamais pu fonctionner sans qu'une large partie de l'humanité soit déshumanisée par le racisme et dénuée de salaire et de contrat de travail dans le cadre de divers rapports esclavagistes et coloniaux. Si on ajoute le « travail » ou les « ressources » extorqués sans renouvellement à ce qui est considéré comme la « nature », on voit que le capitalisme fonctionne sur la base d'une combinaison de travail salarié, de travail gratuit et de pillage.

Et le fait d'être dominé-e dans un certain rapport social n'empêche pas un-e individu-e (ou un groupe) d'être dominant-e dans un autre. Les dominations sont souvent liées les unes aux autres et se renforcent. Or la vision marxiste a eu tendance à devenir une vision exclusive, ne considérant que la domination

de classe et l'exploitation capitaliste, négligeant les autres rapports de domination et d'exploitation, notamment à l'intérieur d'une classe sociale qui évidemment n'est jamais homogène dans la réalité. Cette tendance est même allée jusqu'à considérer qu'il n'y avait que deux classes sociales incluant toute l'humanité, au profit d'une construction identitaire prolétarienne réductrice.

Où mettre dès lors les paysan-ne-s ou les communautés indigènes en tant que parties prenantes dans les changements historiques ? Celles-ci peuvent avoir participé à l'émergence des rapports capitalistes, comme les paysans aisés d'Europe qui ont bénéficié des enclosures, ou agir comme force de résistance et de subversion comme les zapatistes au Chiapas d'aujourd'hui. Les enclosures sont le mouvement de privatisation des terres communes qui exproprie les paysans pauvres depuis trois siècles. Sur les terres communes, un individu ne peut pas valoriser personnellement un investissement, par exemple améliorer ses terres avec des engrais verts lorsque les paysans pauvres y font pâturer leur bétail. Pour nourrir davantage de gens, il faut soit une organisation communautaire solidaire, soit la privatisation des terres. Si l'Europe a opté pour la seconde option pour nourrir la révolution industrielle (en prolétaires et en nourriture), ce n'est pas seulement à cause de la montée en puissance des marchands, c'est aussi en s'appuyant sur les inégalités au sein des sociétés paysannes.

Aussi, la situation s'est complexifiée par rapport au XIX<sup>ème</sup> siècle, avec l'émergence de larges secteurs des populations des pays industrialisés qui sont à la fois exploitateur-euse-s et exploité-e-s : salarié-e-s qui possèdent leur maison et exploitent une femme de ménage, fonctionnaires dont la caisse de pension investit sur les marchés financiers, petits patrons sous-traitants pour des gros acteurs du marché, agriculteur-trice-s endetté-e-s exploitant du personnel tout en étant exploité-e-s par les banques et la grande distribution... Ce qui a pu être considéré comme « classe moyenne » avec ses petits capitaux tend à servir de relais à l'exploitation, souvent au détriment des immigré-e-s les plus récent-e-s.

Ça n'empêche que cette société, avec sa stratification complexe, reste une société de classes dont la plupart des marchandises sont produites dans des usines qui appartiennent à des capitalistes qui n'y travaillent pas, et où travaillent des prolétaires qui ne possèdent rien. Le credo anarchiste « pour une société sans classes et sans État » n'a pas perdu son objet.

Ça n'empêche pas non plus que la moitié des humains travaillent toujours dans les champs, manuellement pour la plupart, à l'écart du capitalisme mais succombant à ses assauts par millions chaque année. Le processus d'accaparement de terres, d'enclosures et de prolétarianisation est toujours en cours.

Les classes sociales restent pour certain-e-s d'entre nous un outil d'analyse et de lutte. Quand une lutte est menée par des dominé-e-s, armé-e-s ou pas d'une « conscience de classe », contre l'oppression qu'elles subissent, ça fait sens d'un point de vue anarchiste, sans qu'on doive idéaliser tout ce qui s'y joue ni perdre de vue la perspective globale de l'abolition de toute domination. Cette perspective doit être portée, envers et contre tous les écueils de l'achat de la paix sociale, de la collaboration de classe, de la division, de la médiation et de la récupération.



# Turin : Des gènes et des identités digitales

*Le Parc de la Santé, futur pôle didactico-scientifique et hospitalier, après d'innombrables intrigues de palais, aura son siège dans la zone Oval-Lingotto à Turin, qui est déjà le site de quatre hôpitaux de la « Città della Salute » (Ville de la Santé). Promesse de miracles dans le health care d'excellence, mais pas seulement. Les évacuations des encombrant-e-s migrant-e-s de l'ex-Moi effectuées, la région du Piémont cherche frénétiquement à concrétiser ses chances d'attirer sur le territoire des investisseurs privés, moyennant un conseiller qualifié en consultation juridique et financière. Entrepreneurs et entrepreneuses du monde de la planification, du management et de la construction trépignent d'impatience pour constituer des consortiums d'entreprises et être candidat-e-s au projet définitif.*

*Parallèlement démarrent aussi les travaux du « parc » de Novara pour réaliser l'un des plus importants projets de construction hospitalière et de recherche médico-scientifique du Piémont, capables de rivaliser avec le « technopole humain » attendu à Rho, disent-ils. 456 millions pour « optimiser » l'offre de lits...*

*Non loin, dans le quartier de San Salvario, se construit depuis quelques temps le premier bloc du nouveau « Centre de biotechnologie et de médecine translationnelle » où les projets de reconversion se multiplient, ceux d'implantation d'instituts de biotechnologie aussi. Il sera le théâtre de collaborations entre l'Hugef (Human Genetic Fondation), le MBTC (Molecular Biotechnology Center) de l'université de Turin et le Collegio Carlo Alberto, fournissant une voie rapide aux financements européens.*

*Au Centre de Biotechnologie et de Médecine translationnelle seront actifs des groupes de recherche biomédicale et biotechnologique, de médecine personnalisée en oncologie (poumon, sang, tumeurs uro-génitales). Il y aura des animaleries et des laboratoires de niveau de biosécurité 1, 2 et 3. Le niveau bio-sécurité maximale, conformément aux directives européennes et aux États-Unis est 4 et l'échelle est définie par le type de bio-confinement et le danger potentiel des agents biologiques, virus et bactéries qui sont traités dans un environnement fermé. Le projet prévoit que les laboratoires seront destinés à enfermer et expérimenter sur des souris et des cochons.*

*Toute une effervescence donc. Et pour cause : Santé + Science = Argent, beaucoup d'argent. Le business de la vie, marchandisée, démembrée, ingéniérisée, annihilée, optimisée, algorithmée, quelle que soit sa forme et son espèce, est un trend croissant au rythme frénétique et exalté de l'avancée technologique.*

*Justement à San Salvario, à l'ombre dudit Centre de Biotechnologie et Médecine Translation-*

*nelle, sont apparus ça et là à plusieurs reprises quelques flyers dont voici le texte :*

## Que des gènes et des identités digitales

La dimension ludique de la technologie cache la face invasive et opprimante du contrôle et la conséquence – déjà largement concrète – de la perte de frontière entre réel et virtuel.

À Turin, le Parc de la Santé, de la Recherche et de l'Innovation est en voie de construction. Il a déjà eu comme effets l'évacuation d'une partie des locaux de l'ex-Moi et, sur la vague de l'enthousiasme pour l'essor de la médecine régénérative, l'inauguration de l'usine de cellules – la Cell Factory – à savoir un Bureau Pharma dans le Centre des Biotechnologies Moléculaires de l'Université, où une cinquantaine de personnes, professeur-e-s, chercheur-euse-s et autres serveurur-euse-s de la science produisent des cellules souches hépatiques humaines. Dans le futur – évidemment – d'autres applications ne sont pas exclues.

Et nous sommes également en attente que soient achevés, à l'ex-escala Vallino, les travaux du nouvel incubateur de recherche biotechnologique, première phase du Clinical Industrial Research Park, centre biotechnologique et de médecine translationnelle. Universités, industries, start-up et spin-off gourmandes en cobayes animaux et humains.

Une fois de plus, les manipulations synthétiques de la nature sont présentées comme salvatrices pour imposer un monde totalisant et dévasté, toujours plus aux mains de qui a les investissements et les brevets, dans lequel de la naissance à la mort – qui ne doit plus exister, laissant donc la vie sans sens – disparaît la liberté et la possibilité d'autogérer sa santé et son propre vécu. Faisant de nous des animaux toujours plus complétés par des pièces de machines, des prothèses et appendices bio et nanotechnologiques, ne nous donnant de la valeur qu'en qualité de gènes et d'identités digitales.

Les données que – volontairement ou non – nous émettons dans le système virtuel sont des marchandises pour toutes les entreprises qui les utilisent pour leur profit. Par exemple, les données sanitaires d'abord de la Lombardie et ensuite de toute la péninsule italienne seront toutes offertes à IBM pour son Watson Health, un

super-ordinateur en nuage basé sur un système d'intelligence artificielle – la technologie cognitive qui apprend et sait répondre aux demandes faites en langage naturel.

En échange, la multinationale de sciences convergentes s'engage à de gros investissements destinés à créer un centre de recherche européen, à Milan. Non pas un centre de recherche quelconque, mais justement un centre destiné à héberger le Watson Health, dans une ville qui a tout juste vu disparaître la possibilité d'accueillir l'Agence du Médicament et qui à présent rêve du siège central du tribunal unifié des brevets, dans l'attente de voir surgir la Human Technopole sur les cendres nauséabondes de l'Expo 2015.

Dans l'ère de la technologie, chaque forme vivante doit toujours plus représenter un business dans la course effrénée à l'accaparement des données, lieux, organismes vivants ou en conception, végétaux, chimères, animaux et humains. Brevets et algorithmes. Tout le vivant apparaît toujours plus manipulable, toujours plus piégé dans une perspective de domination et de contrôle à des fins de marchandisation, à forts rendement et productivité.

*Rien et personnes exclues  
Animals*





# Actions!

## Occupation et semis paysan d'un champ d'essai

Le 14 décembre 2017, 70 Faucheurs Volontaires ont occupé une plate-forme d'essais de variétés de blé située à Verneuil-l'Étang, près de Melun (France), pour dénoncer la promotion des nouvelles biotechnologies OGM par le quatrième semencier international, le groupe français Limagrain. Ils ont semé du blé issu de semences paysannes et fermières sur une quinzaine d'hectares. Limagrain exerce un lobbying intense pour que ces technologies brevetées soient exclues de la législation sur les OGM, meilleur moyen pour faire un maximum de profit.

## Incendie de câbles à la mine de charbon de Hambach

Le 24 décembre 2017 les câbles qui approvisionnent la mine à ciel ouvert de Hambach en électricité ont été incendiés. Une partie au moins des immenses machines a été mise à l'arrêt. Plus d'infos sur la résistance contre le défrichage de la forêt de Hambach et les mines de lignite : <https://hambacherforst.org/>

## Sabotages contre la ligne haute tension en Haute Durance

En 2017, plus de cinquante engins de chantier ont été sabotés pour freiner l'avancée des travaux de la ligne à très haute tension de l'entreprise RTE dans la vallée de la Haute Durance (France). Après l'échec des recours juridiques, des manif et des blocages, la résistance se fait avec du sucre dans les réservoirs, des câbles sectionnés, des crève-pneus, des préfabriqués et des voitures de RTE qui flambent, des tentatives de détruire des pylônes électriques...

## Manif contre les nouveaux OGM à Bruxelles

Le 17 janvier 2018, une centaine de militant-e-s lié-e-s au réseau paysan international Via Campesina se sont retrouvés-e-s dans les rues de Bruxelles, devant les locaux de la Commission européenne. Cette manifestation visait à « avertir la Commission européenne des dangers que représenterait la non réglementation des nouveaux OGM », et à revendiquer le droit aux semences, l'accès à la terre et des prix justes à la production.

## Incendie au centre de recherche DuPont Pioneer de Cremona

Le 10 mars 2018, un incendie a fortement endommagé le bâtiment où se trouve le Centre de recherche OGM DuPont Pioneer, à Pessina Cremonese (Italie), ainsi que les locaux administratifs et le dépôt. La raison de l'incendie n'est pas officiellement établie, mais les carabi-



niers ont prélevé l'enregistrement des caméras de sécurité, qui auraient filmé un groupe de personnes en train d'escalader la clôture et jeter des cocktails Molotov.

## Blocages du siège de Novartis à Bâle

À deux reprises, le 19 et le 26 mars 2018 à Bâle, l'entrée du siège de la multinationale pharmaceutique Novartis a été bloquée par des manifestant-e-s pour dénoncer le soutien des multinationales au régime d'Erdogan en Turquie, qui fait la guerre aux populations kurdes notamment à Afrin. La Suisse et l'Allemagne notamment vendent du matériel de guerre à la dictature, profitent de l'accord avec Ankara sur le blocage des réfugié-e-s, et ont leurs multinationales implantées en Turquie pour profiter des mauvaises conditions de travail, ce qui soutient l'économie du régime. Outre Novartis, on peut nommer les habituels collabos suisses Nestlé, ABB, UBS et Crédit Suisse.

## Manifs contre Monsanto et Syngenta à Morges et à Bâle

Chaque année, partout dans le monde se tiennent des manif contre Monsanto et les multinationales de l'agrochimie le même jour au mois de mai. Le 19 mai 2018, il y avait environ 1000 personnes à Morges et plus de 2000 à Bâle. À Morges, les barrières qui protégeaient le bâtiment ont été attaquées, poussant les flics anti-émeute à se déployer.

## Pour toutes les Zones À Défendre, résistance et sabotage !

Les sabotages en soutien à la ZAD et contre son expulsion par l'état français sont nombreux. Pour n'en citer que quelques-uns :

11 avril : Le parking souterrain de l'ambassade de France à Munich est saboté.

12 avril : La semi-autoroute 4-voies vers Nantes est bloquée par des pneus enflammés.

14 mai : Une tractopelle de la société Colas est incendiée à Poitiers, avec un tag « Brûle la machine impériale ! Vive la ZAD ». Colas est une filiale de Bouygues, qui entre autres méfaits construit des prisons et gère la sécurité du Protected Site, le champ d'essais OGM de Reckenholz (voir l'article dans Rhizome n°1).

20 mai : Le consulat de France à Genève est souillé à la peinture.

## Incendies de supermarchés en France

Le 28 janvier 2018, un supermarché Lidl a été incendié dans l'Isère. Le 15 mars, un autre Lidl a été incendié en Seine-Saint-Denis, et dans la nuit du 25 au 26 mai le Carrefour contact de Saint-Martin-Bellevue, en Haute-Savoie y est passé lui aussi.

Un MacDo a aussi été lourdement saccagé pendant la manif du premier mai à Paris.

## Attaques contre l'exploitation animale

Le 24 octobre 2017, l'école polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ/ETHZ) et le campus universitaire Irchel ont été embellis, lors d'une action signée Animal Liberation Front (ALF) pour protester contre l'expérimentation animale et en particulier contre les expérimentations sur des singes programmées par le Dr Mante.

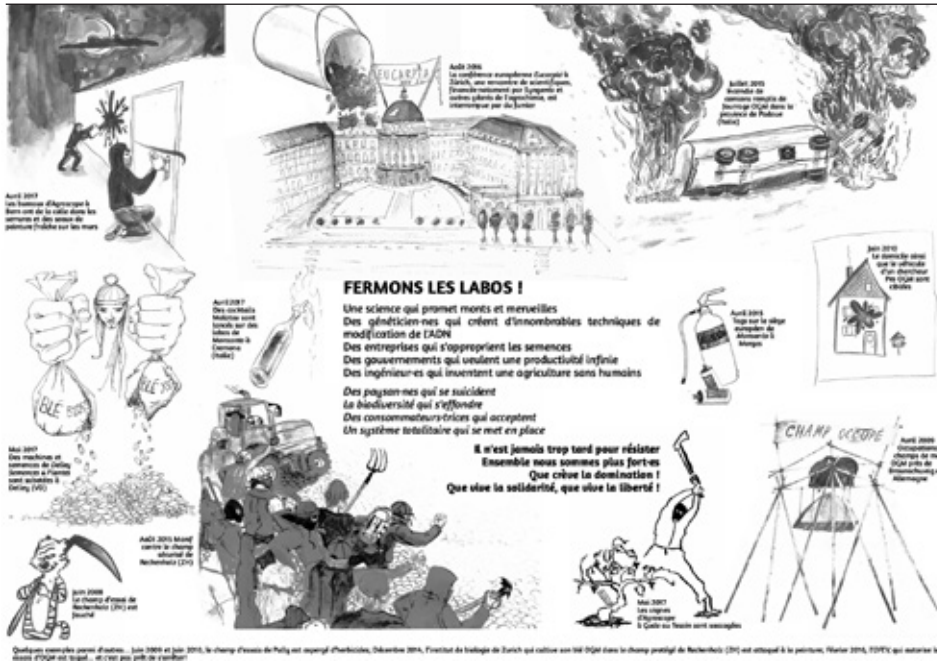
À Genève, une dizaine de bouchers, charcutiers et autres fourreurs ont vu leurs vitrines brisées nuitamment. Un MacDo a aussi fait l'objet d'une attaque similaire. Dans la nuit du jeudi 12 au vendredi 13 avril 2018, la grande boucherie du Molard a été prise pour cible: deux des trois vitrines ainsi que la porte vitrée ont été brisées par des jets de pierres et des coups de marteau. Puis les actions s'enchaînent à un rythme rapide. La dernière en date, à l'heure où nous bouclons ce journal, a brisé deux vitrines de boucheries à Carouge dans la nuit du 24 au 25 mai.

Un communiqué signé ALF et publié sur le site barricade.info revendique une attaque à la peinture contre le restaurant "Butcher's Table" à Zurich, la nuit du 12 mars.

Au début du mois d'avril une remorque du cirque Knie a été recouverte de slogans pour la libération animale à Winterthur.

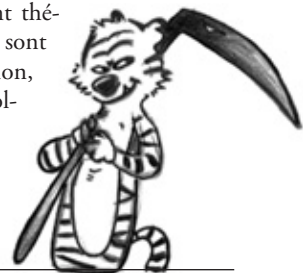
Cinq tours de chasse ont été sabotées dans la première semaine de mars dans une forêt vers Winterthur, et une autre le 6 avril quelque part en Suisse.

Dans un communiqué signé ALF publié le premier mai on apprend qu'une libération d'animaux a eu lieu dans un élevage de cerfs nobles élevés pour leur viande, à Roggliswil dans le canton de Lucerne: la clôture dans laquelle étaient enfermés-e-s 50 cerfs nobles a été coupée pour leur donner une chance de s'évader et infliger un dommage économique à l'élevage.



## Affiches contre l'agro-industrie et la biotechnologie

Sur le portail d'information anti-autoritaire [reverse.co](http://reverse.co), ainsi que sur [rhizom.noblogs.org](http://rhizom.noblogs.org), de nouvelles affiches créatives sont disponibles. L'agro-industrie, biotechnologie et la technologie génétique y sont thématiques. Ces affiches sont destinées à l'impression, à la diffusion, au collage... Amusez-vous bien avec !



## À lire :

### Rote Zora: guerriglia urbana femminista (autoproduction féministe, 2018).

Rote Zora est un réseau de groupes de femmes et lesbiennes qui ont fait des actions féministes de guérilla urbaine dans la République Fédérale Allemande dans les années '70 et '80. En plus des luttes pour l'avortement, contre l'exploitation sexuelle et les technologies reproductives, elles ont agi aussi à l'intérieur de luttes sociales (transports publics gratuits, occupations de maisons, prisons, exploitation du travail salarié), contre les biotechnologies, l'État, l'impérialisme, le militarisme et les politiques racistes sur la migration et en solidarité avec les luttes d'autres femmes dans le monde, permettant de saisir les intersections entre les différentes oppressions. Le livre, publié en italien en 2018, est un recueil d'une grande partie des communiqués des actions et d'autres textes publiés par les Rote Zora, avec une introduction sur l'histoire du groupe et son contexte historique.

Contact: [rotezoralibro@riseup.net](mailto:rotezoralibro@riseup.net)

### Voyage vers l'abîme. Réflexions sur le technomonde.

Au cours de ces réflexions éparées sur le technomonde, on fera incursion dans les principaux domaines de la recherche actuelle et du développement technologique comme les nanotechnologies, les biotechnologies, la prolifération de l'électronique, les sciences cognitives... afin de dessiner les contours de ce qui ressemble bel et bien à un nouveau projet de domination, une ultérieure mise-en-cage du monde et de ses habitant-e-s. Un voyage vers l'abîme, en quelque sorte. Livret publié par les éditions Hourriya – cahiers anarchistes internatio-

nalistes – et disponible en français, italien et anglais.

Contacts: [hourriya.noblogs.org](http://hourriya.noblogs.org), [hourriya\\_fr@riseup.net](mailto:hourriya_fr@riseup.net)

### Pour une agriculture antispéciste.

Livre-brochure trouvable dans tout bon infokiosque ou sur internet sur : [infokiosques.net](http://infokiosques.net) Uniquement en français pour le moment.

Ce qui donne à l'agriculture et aux luttes paysannes autant de potentialités révolutionnaires sont les perspectives d'autonomie et de résistance que permet la prise en main des moyens de production fondamentaux pour avoir de quoi manger, s'abriter, se vêtir, se soigner. Mais comment subvenir à nos besoins de base sans pour autant avoir à être exploité-es, à exploiter d'autres humains et animaux ou à détruire les écosystèmes ?

Ce texte va donc parler de la viabilité matérielle, sociale et de l'intérêt politique d'une agriculture sans exploitation animale. Les connaissances à ce sujet sont largement méconnues, sous-diffusées voire invisibilisées. Il existe pourtant, d'ores et déjà, beaucoup de données, tant théoriques que pratiques qui montrent que dans les régions où l'agriculture est possible, on n'a pas forcément besoin d'élevage pour produire les denrées dont dépend notre subsistance !

Et disons-le tout de suite, dans une dynamique de lutte contre les rapports de domination, on ne peut pas et on ne veut pas réformer l'élevage. Qu'il prenne place dans des usines ou au fond du jardin, que son but soit commercial ou d'auto-subsistance ; une cage reste une cage, quelle que soit sa taille, sa forme ou la longueur de la chaîne !

### DISRUPT! Résistance à l'attaque technologique.

DISRUPT! décrit les tentatives visant à soumettre l'existence humaine aux exigences de l'intelligence artificielle. La pression visant à adapter les êtres humains à la machine a déjà aujourd'hui des conséquences réelles - bien

plus profondes que la mise en réseau complète de tout le monde avec tout le monde. Le collectif de rédaction « çapulcu » décrypte ce développement comme une attaque contre notre autonomie et analyse son effet désolidarisant. Car la technologie n'est jamais neutre, mais au contraire éminemment politique. Les auteurs préconisent la relance d'une critique pratique de la technologie entre refus, résistance et appropriation de techniques spécifiques.

Disponible (pour l'instant uniquement en allemand) en format PDF sous <https://capulcu.blackblogs.org> ou sous forme de livre chez la maison d'édition Unrast-Verlag.

### La smartification du pouvoir

Le livre « Die Smartifizierung der Macht – Beiträge zu einer Offensive gegen das technologische Netz » (La smartification du pouvoir – Contributions à une offensive contre le réseau technologique) est un recueil de textes issus des journaux anarchistes « Return Fire », « Fernweh », « Paris sous Tension », « Anarchy – a Journal of Desire Armed », « Dissonanz » et « L'Urlo della Terra ». Différents aspects de la « smartification », des « smart cities » et autres « smart planet » sont mis en lumière, tandis que diverses nuisances et leurs conséquences sont analysées – notamment les nanotechnologies et le génie génétique. Un livre de 309 pages très recommandable, publié début 2018 en allemand chez « Edition Irreversibel ».

## Contact...

Rhizome paraît irrégulièrement en allemand, en italien et en français. Des exemplaires peuvent être commandés à [rizom@immerda.ch](mailto:rizom@immerda.ch).

Tirage français: 500 ex. / Tirage it. : 500 ex. Tirage all. : 500 ex.

Contact: [rizom@immerda.ch](mailto:rizom@immerda.ch)

Page d'accueil: [rhizom.noblogs.org](http://rhizom.noblogs.org)

Si vous voulez faire paraître un article dans Rhizome, envoyez-nous un e-mail et il y a de bonnes chances que nous vous répondions.